



Déclassifié<sup>1</sup>

AS/Cult/Inf (2020) 02

28 septembre 2020

Or. français

## COMMISSION DE LA CULTURE, DE LA SCIENCE, DE L'ÉDUCATION ET DES MÉDIAS

### L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits de l'homme et l'état de droit

Rapporteur pour avis : M. Boguslaw SONIK, Pologne, Groupe du Parti populaire européen

#### Annexes au projet d'avis

Annexe 1 : Requeil d'alertes publiées sur la plateforme du Conseil de l'Europe (à partir du 01/03/2020) concernant les attaques envers les médias et les journalistes dans le contexte de la pandémie

Catégorie d'attaques	Nombre de cas d'alerte par État membre	Brève description des cas représentatifs
<b>1. Attaques et pressions d'origine étatique et politique</b>		
Actions de la police	Turquie (6)	Depuis la fin du mois de mars, plusieurs journalistes turcs ont été ciblés par la police pour être interrogés et faire l'objet d'enquêtes sur leur couverture de la covid-19. Le 31 mars, un journaliste et activiste kurde et un journaliste local de Van ont été convoqués par la police pour témoigner sur leur couverture du coronavirus et leurs publications sur les réseaux sociaux. Les deux journalistes ont été libérés brièvement après avoir été interrogés. Dans l'intervalle, une nouvelle enquête a été ouverte contre un correspondant de l'Agence de presse kurde <i>Mezopotamya</i> , pour avoir fait un reportage sur les enfants infectés par la covid-19 et hospitalisés dans la même unité hospitalière que d'autres enfants à l'hôpital public de Mardin. Le 25 mars, un journaliste de <i>İz Gazete</i> a été convoqué par la police de la cybercriminalité à Izmir pour témoigner sur sa couverture de l'épidémie de covid-19. Le journaliste a été accusé de « créer la peur et la panique au sein du public ». Le 20 mars, deux journalistes, des journaux <i>Halk Newspaper</i> et <i>Pusula</i> , ont été placés en garde à vue pour un reportage concernant la propagation de covid-19. Les journalistes ont été libérés plus tard le même jour.
	Azerbaïdjan (5)	Le 13 avril 2020, un journaliste et blogueur azerbaïdjanais de la chaîne de télévision en ligne <i>Kanal24</i> a été arrêté quelques jours après que la police lui a demandé de retirer du site les reportages sur les conséquences sociales et économiques de la covid-19. Selon le ministère de l'Intérieur, le journaliste a été arrêté pour avoir refusé d'obtempérer à une demande légitime de la police et placé en détention pour 25 jours. Précédemment, le journaliste avait produit des reportages vidéo critiquant les mesures de quarantaine du gouvernement. Un autre journaliste, de <i>Reportyor.info</i> , a été arrêté pour « violation des règles de quarantaine »

<sup>1</sup> Document déclassifié par la commission le 25 septembre 2020.

		<p>et placé en détention pour une durée de 30 jours. Il avait également critiqué les autorités locales et publié des interviews de citoyens exprimant leur frustration face au manque de soutien financier pendant la période de quarantaine. Un troisième journaliste, de l'agence de presse en ligne <i>7gun.az</i>, a été arrêté alors qu'il interviewait des personnes sur les répercussions économiques de la quarantaine. Il a été condamné à 30 jours de prison pour avoir enfreint les règles de quarantaine, alors qu'il disposait de documents officiels l'autorisant à faire son travail de journaliste. Son rédacteur en chef affirme que le journaliste a été maltraité au poste de police et que la police avait examiné le téléphone du journaliste et supprimé des images et des enregistrements. Le 17 avril, un quatrième journaliste, travaillant pour le quotidien <i>Azadlig</i>, a été arrêté par des hommes en civil non identifiés peu après avoir quitté la maison du leader de l'opposition qu'il venait d'interviewer. Les hommes ont confisqué sa carte SD avant de le relâcher. Le 20 avril, un cinquième journaliste a été agressé physiquement par des inconnus alors qu'il tentait d'interviewer des habitants sur les conséquences économiques des mesures prises dans le cadre de la covid-19. Sa carte SD a également été volée.</p>
	Serbie (1)	<p>En Serbie, une journaliste de <i>Nova.rs</i>, a été détenue au poste de police de Novi Sad ; son ordinateur portable et ses téléphones mobiles ont été saisis lors de la perquisition de son appartement et n'ont pas été restitués. Selon les médias, la journaliste a été détenue pour avoir "provoqué la panique et l'agitation" avec un article sur le manque d'équipement de base et les mauvaises conditions de travail pendant la pandémie covid-19 à l'hôpital local, le Centre clinique de Voïvodine. La direction du centre clinique l'avait dénoncée à la police. La journaliste a été détenue le premier jour de l'application d'une nouvelle réglementation pénalisant toute personne qui divulgue des informations sur l'épidémie de coronavirus sans y être "autorisée" par le bureau du Premier ministre. Le Premier ministre s'est excusé et s'est engagé à retirer la réglementation.</p>
Menaces et pressions de la part des autorités	Fédération de Russie (3)	<p>En Fédération de Russie, le président tchétchène Kadyrov a proféré le 13 avril des menaces de mort contre une journaliste de <i>Novaya Gazeta</i> qui menait une enquête sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie sous prétexte de lutter contre la pandémie de covid-19. La journaliste a déclaré dans son article que les Tchétchènes en quarantaine ont cessé de signaler les symptômes du coronavirus de peur d'être étiquetés comme « terroristes ». Le président tchétchène a accusé la journaliste d'avoir écrit des « absurdités », reprochant au Service fédéral de sécurité de ne pas l'avoir réduite au silence et qualifiant <i>Novaya Gazeta</i> et sa journaliste de « traîtres » et de « marionnettes de l'Occident ». Craignant pour sa vie, la journaliste a saisi le Procureur général mais n'a obtenu aucune réponse. Au lieu de protéger la journaliste, le Procureur général a ordonné à <i>Novaya Gazeta</i> de supprimer l'article de son site internet, ce qui a été fait immédiatement. Cependant, le Procureur général n'a pas justifié l'affirmation selon laquelle l'article contenait de « fausses informations ».</p> <p>Le 2 avril 2020, un représentant haut-gradé du ministère russe de la défense a menacé un journaliste italien, qui enquêtait sur le soutien russe à la lutte contre le coronavirus dans la région italienne de Lombardie. Dans une série d'articles publiés dans le journal national <i>La Stampa</i>, le journaliste a émis des doutes sur le fait que la présence militaire russe dans la ville de Bergame ait été uniquement destinée à l'assistance médicale, arguant que l'assistance de la Fédération de Russie était en réalité une opération de renseignement et de propagande. En réponse à cet article, le représentant du ministère russe de la défense a déclaré que le journaliste et <i>La Stampa</i> déclenchaient de la « russophobie » et diffusaient de fausses informations, et a menacé ouvertement le journaliste.</p> <p>Il existe des exemples similaires ailleurs en Fédération de Russie. Dans une interview accordée aux médias d'État le 17 avril, le gouverneur de la</p>

		région de Tomsk a mis en garde les journalistes en déclarant que la diffusion de « fausses informations » pendant la pandémie de coronavirus était de l'extrémisme. « Le gouvernement connaît vos noms et votre lieu de résidence », a-t-il déclaré. « Si vous franchissez la ligne, nous serons obligés de vous arrêter... Ne jouez pas avec ça » <sup>2</sup> .
	Turquie (1)	Selon les médias turcs, le président Erdogan a déclaré après une réunion du Cabinet que le pays devait être sauvé non seulement du coronavirus, mais de « tous les médias et virus politiques également » <sup>3</sup> , faisant référence aux journalistes et aux critiques appartenant à l'opposition. Le président Erdogan a déclaré qu'au lieu de contribuer à la lutte contre la pandémie, les journalistes publient de fausses informations et des contrevérités et sont donc plus dangereux que le virus lui-même. Il a accusé les médias de mener une guerre contre leur propre pays et de travailler jour et nuit pour briser le moral de la nation, avertissant qu'ils se noieraient dans leurs propres flots de haine et d'intrigues avec les organisations terroristes. Selon Reporters sans frontières (RSF), même s'il reste très peu de chaînes de télévision et de journaux indépendants en Turquie, ils sont une épine du côté du gouvernement, qui continue à les persécuter jusqu'à ce qu'il ne reste plus de voix critique.
	Slovénie (1)	Le Premier ministre slovène a lancé récemment des attaques au vitriol contre des journalistes critiques, accusant la télévision publique de « répandre des mensonges » sur la pandémie. En mars, le Premier ministre a attaqué un journaliste d'investigation qui a qualifié d'illégales certaines mesures prises par le gouvernement contre le coronavirus. Un compte rendu officiel du gouvernement a retweeté une allégation selon laquelle le journaliste était un « patient psychiatrique évadé » et a déclaré qu'il souffrait de « Covid-Marx/Lénine » <sup>4</sup> .
Les fausses informations : un prétexte pour museler les médias	Fédération de Russie	Le président russe a affirmé lors d'une réunion du gouvernement que de fausses informations sur le coronavirus sont « organisées à l'étranger » <sup>5</sup> . Il a déclaré aux ministres que le service fédéral de sécurité FSB lui avait rapporté que de fausses informations étaient diffusées pour semer la panique, alors qu'en réalité la situation n'est pas critique. Ces déclarations prennent une connotation toute particulière dans le contexte de la nouvelle législation - promulguée par le président Poutine - imposant des sanctions sévères aux médias et aux individus pour la diffusion de « fausses informations » liées à la covid-19.  Dans le même temps, selon un rapport de la division StratCom du Service européen pour l'action extérieure, des entités russes officielles et soutenues par l'État ciblent le public de l'UE et de ses environs avec des fausses informations et des récits complotistes sur la pandémie de covid-19. Le rapport indique que des sources officielles russes, des médias contrôlés par l'État et des chaînes de médias sociaux ont mené une campagne coordonnée de diffusion de fausses informations sur la pandémie. Selon le rapport, les petits marchés des médias à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE sont particulièrement touchés, où les entreprises technologiques sont moins intéressées à prendre des contre-mesures adéquates. Le rapport indique que la désinformation liée à la covid-19 est susceptible d'avoir un impact direct sur la santé et la sécurité publiques.
	Turquie	En Turquie, le Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTÜK) a sanctionné le 15 avril 2020 la chaîne de télévision Fox TV en raison des commentaires critiques formulés lors de sa couverture des mesures adoptées par l'État pour faire face à la covid-19. Ces commentaires se référaient notamment au blocage des campagnes de collectes de dons organisées par des maires de l'opposition. Le RTÜK a également infligé une amende à la Fox TV pour une émission qui prétendait répandre des « fausses informations » alors que la chaîne rendait compte de la difficulté pour les citoyens d'obtenir du pain pendant le confinement.

<sup>2</sup> <https://www.rferl.org/a/russia-journalists-walk-dangerous-tightrope-covering-covid-pandemic/30570614.html>.

<sup>3</sup> <https://www.dw.com/en/turkeys-erdogan-clamps-down-further-on-media-amid-coronavirus-crisis/a-53192898>.

<sup>4</sup> <https://www.theguardian.com/world/2020/may/04/janez-jansa-new-pm-slovenia-in-mould-of-orban>.

<sup>5</sup> <https://www.themoscowtimes.com/2020/03/04/putin-says-fake-coronavirus-rumors-organized-from-abroad-a69522>.

Effet dissuasif des lois sur les fausses informations : l'autocensure des médecins	Fédération de Russie	Par peur de tomber sous l'incidence de la nouvelle loi concernant les « fausses informations » promulguée par le président Poutine le 1 avril 2020, les médecins et les autres professionnels du domaine de la santé en Fédération de Russie ont peur de divulguer des faits et des chiffres concernant la crise sanitaire liée à la covid-19. Dans un interview accordé au rédacteur en chef de l'agence d'information TV2 de Tomsk, un médecin lui a déclaré que « tout était normal » à son hôpital. Plus tard, cependant, elle l'a rappelé pour lui dire que l'hôpital manquait cruellement de personnel qualifié et que plus tôt, à l'hôpital, elle n'était pas en mesure de parler ouvertement.
	Hongrie	Une situation similaire s'est créée en Hongrie, selon un rapport de l'Union des libertés civiles de ce pays. Dans le contexte de la nouvelle législation concernant les « fausses informations », les travailleurs du secteur de la santé ont peur d'être licenciés s'ils parlent à la presse <sup>6</sup> . Pour les journalistes, ceci constitue un obstacle significatif dans leur travail avec les sources d'information. Cette situation nuisible pour la liberté des médias s'ajoute à l'autocensure chez les journalistes - un phénomène tout naturel dans une atmosphère de peur de représailles ou de sanctions administratives ou pénales.
« Filtration » des informations par les autorités publiques	République Tchèque, Serbie, Italie	En République tchèque, en Serbie et en Italie, des cas de journalistes empêchés d'assister à des conférences de presse, d'obtenir des informations auprès des autorités sanitaires ou de documenter les opérations des responsables de l'application des lois ont été signalés.
	Serbie	Le gouvernement serbe a annoncé qu'à partir du 11 avril 2020, les journalistes devront envoyer leurs questions écrites sur la pandémie de coronavirus par e-mail, en vue de la conférence de presse quotidienne. La transmission en direct des conférences est organisée par la Radio-Télévision de Serbie et l'Agence de presse <i>Tanjug</i> , et ne permet aucune interaction ni de poser des questions supplémentaires. Les associations de journalistes ont fermement condamné cette violation de la liberté de la presse, arguant que le gouvernement tentait de restreindre le droit d'accès à l'information. Elles ont également demandé la mise en place d'un système de vidéoconférence qui permettait aux journalistes de poser des questions en direct, comme cela a été fait dans d'autres pays.
	France	Le 11 mai 2020, plusieurs journalistes et photographes de presse se sont vu interdire l'accès à la gare du Nord à Paris et dans d'autres gares ferroviaires françaises, où ils entendaient couvrir les conditions d'utilisation des transports en commun après la levée du confinement lié à la pandémie de covid-19. Les services de sécurité de la Société Nationale des Chemins de Fer français (SNCF) ont empêché plusieurs journalistes d'accéder aux quais de la ligne ferroviaire régionale RER-B, qui étaient bondés. Les journalistes expulsés considèrent que la SNCF a ainsi tenté d'empêcher la prise et la diffusion d'images sur les conditions réelles d'utilisation des transports en commun, alors que le gouvernement a appelé à faire en sorte que ces transports ne favorisent pas la propagation de la covid-19.
	Royaume-Uni	Un journaliste politique travaillant pour le site d'information britannique <i>openDemocracy</i> et possédant depuis de nombreuses années un laissez-passer spécial au Palais de Westminster pour rencontrer les parlementaires, a été informé le 30 avril 2020, qu'en tant que reporter pour <i>openDemocracy</i> , il ne serait plus autorisé à poser des questions lors des conférences de presse quotidiennes du gouvernement britannique, destinées à faire le point sur la pandémie de covid-19. Selon <i>openDemocracy</i> , le journaliste ne serait plus autorisé à poser des questions car <i>openDemocracy</i> est étiquetée comme organisation « militante ». Le journaliste avait récemment fait état de graves lacunes dans le système britannique de tests de covid-19.

<sup>6</sup> <https://balkaninsight.com/2020/04/27/hungary-censoring-information-on-covid-19-report-says/>.

	Fédération de Russie	Selon les Reporters sans frontières, en Fédération de Russie, l'accès de la presse à l'information a progressivement été restreint. Depuis le 17 mars 2020, les journalistes ne peuvent plus assister à un événement en présence du président Poutine sans avoir pris leur température au moins trois fois. Le 19 mars, les journalistes étrangers se sont vu interdire l'entrée au parlement russe, et les tribunaux ont commencé à empêcher la presse d'accéder aux audiences publiques. La mesure suscite des inquiétudes quant à son caractère arbitraire et peu transparent.
<b>2. Attaques et pressions d'origine non-étatique</b>		
Agressions physiques	Ukraine	En Ukraine, pays qui connaît une pénurie de masques de protection pendant la pandémie covid-19, une journaliste de la chaîne de télévision <i>NewsOne TV</i> a été agressée physiquement, 24 mars 2020, par le propriétaire d'un magasin de la région de Khmelnytsky, alors qu'elle tournait un reportage sur la vente de masques de protection. Auparavant, l'équipe de <i>NewsOne TV</i> avait été informée par des habitants de la région que le propriétaire d'une pharmacie possédait plusieurs grandes boîtes contenant de tels masques. En voyant la caméra, le propriétaire a agressé physiquement la journaliste et a endommagé le microphone, en clamant que les masques n'étaient pas à vendre, et qu'ils étaient réservés aux employés. Les médecins ont diagnostiqué de graves lésions ligamentaires chez la journaliste et lui ont posé un plâtre sur la main. La police nationale ukrainienne a enregistré la blessure et a ouvert une enquête sur l'incident.
Harcèlement en ligne	Slovénie	En Slovénie, un journaliste d'investigation fait l'objet d'une campagne de diffamation et de haine depuis le 15 mars 2020. Le journaliste a reçu plusieurs menaces de mort de la part de groupes d'extrême-droite. À l'origine du harcèlement était un retweet par le gouvernement d'une affirmation, selon laquelle le journaliste serait un « patient psychiatrique échappé de quarantaine ». <i>Nova24TV</i> , un média financé par le gouvernement hongrois, dont le rédacteur en chef a été récemment nommé ministre de l'Intérieur de Slovénie, accuse le journaliste de remettre en question les mesures prises par le gouvernement pour répondre à l'urgence sanitaire et informer la population sur l'actualité liée à la covid-19, dont la création d'une « cellule de crise de la République de Slovénie ».
Harcèlement juridique	Pologne	À part le domaine politique et étatique, des acteurs économiques aussi essaient d'utiliser l'objectif de contrecarrer les fausses informations comme prétexte pour intimider les médias. Ainsi, le 22 mars 2020, deux journalistes polonais ont publié un article dans <i>Newsweek Poland</i> , rapportant que l'entreprise de vêtements LPP avait envoyé plusieurs centaines de milliers de masques de protection à leurs sous-traitants en Chine pour approvisionner les usines qui produisent les vêtements LPP. Dans l'article, il est analysé comment les actions de LPP avaient privé les gens ordinaires en Pologne d'accès aux masques pendant la crise de covid-19. L'entreprise de vêtements a publié le même jour un communiqué déclarant que le contenu de l'article était fallacieux et trompeur. Plus tard, LLP a annoncé qu'elle avait intenté un procès contre l'éditeur de l'hebdomadaire <i>Newsweek Poland</i> et les auteurs de la publication. Selon le communiqué, LLP demande des dommages et intérêts de 3 millions de zloty polonais soit près d'un million d'euros.
<b>3. Attaques et pressions d'origine mixte</b>		
Violence contre les professionnels des médias lors des manifestations	Allemagne	Les récentes attaques violentes contre des professionnels des médias lors de manifestations à travers l'Europe établissent une tendance inquiétante. En particulier, il y a eu une accélération des attaques contre

		<p>des journalistes et des professionnels des médias lors de manifestations en Allemagne<sup>7</sup>, mais également en Slovénie, en Pologne et en Italie<sup>8</sup>.</p> <p>En Allemagne, l'équipe de tournage et les gardes du corps de l'émission de nouvelles satirique ZDF, « Heute show », ont été attaqués lors d'une manifestation à Berlin le 1er mai 2020, qui a obligé quatre professionnels des médias à être hospitalisés.</p> <p>Le 6 mai, lors d'une manifestation non autorisée contre le confinement de la covid-19, une équipe de caméras ARD a été attaquée devant le bâtiment du Reichstag à Berlin.</p> <p>Le 9 mai, un manifestant de droite a attaqué des journalistes du WDR lors d'une manifestation anti-confinement à Dortmund.</p>
	Slovénie	En Slovénie, le ministre de l'Intérieur, Aleš Hojs, a appelé les journalistes et les professionnels des médias qui ont rendu compte des manifestations anti-confinement à des poursuites pénales.
	Italie	En Italie, en mars à Turin, un photjournaliste travaillant pour <i>La Stampa</i> a été menacé et a vu sa carte SD volée alors qu'il documentait une manifestation contre les restrictions contre le coronavirus dans un marché de rue local.
	Pologne	En Pologne, à Varsovie, le 8 mai 2020, Paweł Rutkiewicz, un journaliste de <i>Gazeta Wyborcza</i> , a été arrêté par la police lors d'une manifestation malgré la présentation de sa carte de presse.

## Annexe 2 : État d'urgence et modifications législatives préjudiciables pour la liberté d'expression et la liberté des médias

État membre	Déclaration de l'état d'urgence	Modifications législatives
Arménie	L'état d'urgence a été déclaré le 16 mars (jusqu'au 16 avril). Le 20 mars 2020, le MAE a informé la SG des dérogations prises au titre de l'article 15 de la CEDH.	<p>Législation imposant de ne publier concernant la pandémie que les informations fournies par les autorités.</p> <p>Le 13 avril, le gouvernement a déclaré que les restrictions imposées précédemment à la couverture médiatique n'avaient pas été renouvelées.</p>
Azerbaïdjan		Modifications législatives imposant aux détenteurs de ressources d'information sur internet d'empêcher la publication de fausses informations en ligne.
Bosnie-Herzégovine		Décrets nouvellement adoptés visant à bloquer la circulation d'informations susceptibles de semer la panique.
Hongrie	<p>Le 11 mars 2020, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence.</p> <p>Le 30 mars 2020, l'Assemblée nationale a adopté une loi prolongeant l'état d'urgence pour une durée indéfinie et autorisant le Premier ministre Orbán à gouverner par décret durant cette période.</p> <p>Le 17 juin 2020, le gouvernement a annoncé la fin de l'état d'urgence.</p>	Modification du code pénal : l'infraction de diffusion de « fausses informations » ou d'informations déformant la réalité d'une manière qui limite l'efficacité de la réponse des autorités à l'épidémie est passible d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement.

<sup>7</sup> <https://mappingmediafreedom.org/index.php/country-profiles/germany/>.

<sup>8</sup> <https://www.ecpmf.eu/media-workers-protection-covering-demonstrations-protests-mfrr-statement/>.

République de Moldova	Le 17 mars 2020, le Parlement a approuvé la décision du gouvernement de déclarer l'état d'urgence (jusqu'au 15 mai 2020). Le 20 mars 2020, le MAE a informé la SG des dérogations prises au titre de l'article 15 de la CEDH.	Décision adoptée par le Parlement conférant des pouvoirs spéciaux de coordination de l'activité des médias durant l'état d'urgence.
Roumanie	Le Président a signé le 14 mars 2020 un décret déclarant l'état d'urgence pour une durée de 30 jours.	Un décret autorise les autorités à retirer des contenus et à bloquer des sites internet considérés comme donnant de « fausses informations » sur l'évolution de la Covid-19 et sur les mesures de prévention.
Fédération de Russie		Modifications du code administratif et du code pénal instaurant des sanctions graves pour les personnes morales, les médias et les individus qui diffuseraient de « fausses informations » concernant la crise de la Covid-19.
Serbie	L'état d'urgence a été déclaré par le Président le 15 mars 2020. Le 7 avril 2020, le MAE a informé la SG des dérogations prises au titre de l'article 15 de la CEDH.	Décision limitant les informations sur la Covid-19 aux sources officielles.
Turquie		Projet de loi sur de nouvelles mesures économiques pour lutter contre la Covid-19 prévoyant des obligations spécifiques pour les plateformes de médias sociaux.  Projet de loi du 24 mars 2020 sur la réglementation de l'application du droit pénal. Il propose la libération d'environ un tiers des 300 000 détenus turcs.